

NOUVEAU GOUVERNEMENT

Quelle feuille de route pour Sellal ?

Les élections locales et la révision constitutionnelle constitueront, à court terme, l'essentiel de la feuille de route fixée au successeur d'Ahmed Ouyahia à la tête du gouvernement. Des questions relevant des domaines social et économique feront partie également des priorités du nouveau locataire du Palais du gouvernement.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Ayant occupé jusque-là plusieurs postes ministériels, Abdelmalek Sellal dispose, de l'avis de plusieurs analystes de la question politique nationale, de «suffisamment d'atouts pour mener à bien sa mission à la tête du gouvernement».

De plus, on dit aussi qu'il est dans le cercle le plus proche du président de la République, dont il a été à deux reprises le directeur de campagne électorale aux présidentielles de 2004 et 2009. Sur un autre plan, et contrairement à son prédécesseur, le nouveau Premier ministre n'a pas non plus d'appartenance partisane. Une particularité qui pourrait être également un avantage pour «piloter sans parti pris le futur gouvernement que le chef de l'Etat veut le plus large possible». En d'autres termes, Abdelmalek Sellal, qui ne se revendique d'aucune couleur politique, à la différence de son prédécesseur, tentera, sans aucun doute, de

marquer de son empreinte son entrée à la tête du gouvernement. Pour preuve, outre les questions connues de l'opinion publique, telles que l'organisation des élections locales prévues pour novembre prochain ou encore la révision constitutionnelle, l'ex-ministre des Ressources en eau est appelé à poursuivre les réformes déjà engagées. «Nous avons effectivement du pain sur la planche et notre objectif principal est la poursuite de la mise en œuvre du programme du président de la République sur le terrain», a-t-il indiqué dans une déclaration à la presse quelques minutes après son installation à la tête du gouvernement. Il évoquera aussi «la nécessité de donner un souffle nouveau à l'économie nationale», tout en mettant en exergue les «importantes potentialités que recèle l'Algérie pour faire face aux défis imposés par les développements économiques internationaux», des développements qui «ne sont pas toujours de bon augure».

Et pour afficher sa détermination, pour mener à bien sa mission, le nouveau Premier ministre n'a pas hésité à déclarer être «totalement confiant» en la capacité du nouveau gouvernement à «mener à bien cette mission».

Il reste la réalité du terrain. D'ailleurs, il est important de noter que plusieurs projets de loi sont programmés par le nouveau bureau de l'Assemblée nationale. Ainsi, on peut citer



Photo : Samir Sid

notamment le projet de loi relatif à l'organisation de la profession d'avocat, déjà soumis à

l'Assemblée, ou encore sept autres textes qui «peuvent être déposés lors de cette session». Il s'agit du projet de loi de règlement budgétaire de l'année 2013, du projet de loi de finances pour l'année 2013 et du projet de loi modifiant et complétant la loi n°05 07 du 28 avril 2005 sur les hydrocarbures. Il est également question du projet de loi relatif à l'approbation de l'accord de délimitation des frontières maritimes algéro-tunisiennes signé à Alger le 11 juillet 2011 et du projet de loi modifiant et complétant la loi n°04-08 du 14 août 2004 relative aux conditions de la pratique des activités commerciales. Selon d'autres sources, l'ordre du jour de cette session comprend également l'examen du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 106-76 du 9 décembre 1976 portant code des pensions militaires, outre le projet de loi portant organisation et développement de la formation et des activités physiques et sportives.

Parmi les urgences que doit affronter également Sellal, il y a lieu de citer la gestion d'une difficile rentrée sociale, au plan national et au plan régional, une situation des plus périlleuses notamment au Sahel. Il est enfin clair que la mission la plus importante pour le nouveau Premier ministre reste la préparation de la future élection présidentielle dont nous ne séparons que quelques mois.

A. B.

LOUISA HANOUNE À PROPOS DE LA DÉSIGNATION D'ABDELMALEK SELLAL À LA TÊTE DU GOUVERNEMENT :

«Espérons qu'on lui donne suffisamment de prérogatives pour... »

A l'ouverture, hier, de la session ordinaire du bureau politique de son parti, Mme Louisa Hanoune a dit «n'avoir aucun commentaire à faire» sur la désignation d'Abdelmalek Sellal pour relever Ahmed Ouyahia au poste de Premier ministre. Et ce, avant de le couvrir d'éloges et émettre des doutes sur la volonté du président Bouteflika à lui laisser de la marge pour s'exécuter.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - La secrétaire générale du Parti des travailleurs a commencé son allocution par une sorte de mise au point à un quotidien arabophone qui a publié un article annonçant la convocation d'une «session extraordinaire du bureau politique pour débattre de cet événement politique qu'est la désignation d'un nouveau Premier ministre».

«C'est une session ordinaire prévue depuis longtemps et le point central, l'ordre du jour, sont plutôt les questions organiques et la préparation des élections locales. Or, la dési-

gnation du Premier ministre est du ressort du président et nous n'avons aucun commentaire à faire là-dessus», a-t-elle avancé.

Ainsi, et après avoir énuméré les points inscrits à l'ordre du jour, elle a réagi à la nomination d'Abdelmalek Sellal : «Nous attendons la composition de son gouvernement pour pouvoir s'exprimer et voir si elle marque la rupture avec le parti unique et met fin aux contradictions au sein de l'Exécutif. Voir aussi si on va apporter les correctifs nécessaires en vue de plus de cohérence dans l'action du gouvernement.



Photo : Samir Sid

M. Sellal n'est pas partisan. C'est un technocrate dont nous connais-

sons la qualité. Nous avons eu déjà à traiter avec lui et nous le respectons en tant que personne. Nous lui souhaitons bonne chance.»

Mme Hanoune n'en est pas restée là. Elle a même analysé le contexte politique actuel et a spéculé sur la marge qui lui serait accordée pour relever les défis qui s'imposent : «Sa mission serait difficile vu la situation politique nationale et internationale.

Nous nous posons beaucoup de questions. Quelle sera la nouvelle politique à entreprendre ? Et, surtout, quelles seront les prérogatives qu'on va lui céder pour qu'il puisse répondre aux exigences du moment ? Parce que, s'il y a vraiment volonté à rompre avec les anciennes pratiques, elle se révélera dans la composante du nouveau gouvernement. Nous sommes habitués à des équipes gouvernementales où siè-

gent des ministres ayant des visions diamétralement opposées. Des défenseurs de la souveraineté nationale aux côtés d'ultralibéraux et des pions des multinationales. Si cette cohabitation persiste, on aura fait un pas en avant et deux autres en arrière.»

Outre la nomination du Premier ministre, la porte-parole du PT a évoqué dans son intervention les prochaines élections locales. Sauf qu'elle n'a pas été affirmative quant à la participation de son parti : «Nous allons discuter si une telle option servira le parti ou non, si elle servira la nation ou non. Le comité central se réunira bientôt et tranchera la question.

D'ici là, le parti devrait être prêt techniquement et politiquement pour une éventuelle participation.»

L. H.

RÉACTIONS DES PARTIS POLITIQUES

KASSA AÏSSI.

PORTE-PAROLE DU FLN:

«Nous nous réjouissons de la décision du Président»

«Le président de la République et conformément aux dispositions de la Constitution a le droit de choisir le Premier ministre. Nous nous réjouissons donc de la décision qu'il a prise et qui était prévisible.

Abdelmalek Sellal, qu'il a nommé Premier ministre, est une personnalité connue et qui a exercé de hautes responsabilités politiques et diplomatiques. Par voie de conséquence, il est imprégné du sens de fonctionnement des institutions de l'Etat et il est aussi très proche des préoccupations des citoyens. Notre parti s'attachera donc à apporter sa contribution à la mise en œuvre du programme du Président qui constitue l'axe central de l'effort actuel. Puisque le programme quinquennal 2010-2014 est à mi-mandat, c'est aussi l'occasion de voir les aspects positifs et de corriger les dysfonctionnements d'un certain

nombre de secteurs qui ont suscité des revendications. Le FLN a la majorité au Parlement, sans être une force hégémonique et il soutient le programme du Président.»

MILLOUD CHORFI.

PORTE-PAROLE DU RND :

«C'est un processus naturel»

«Le changement au sein du gouvernement et la nomination de Abdelmalek Sellal comme Premier ministre relève des prérogatives du président de la République, premier magistrat du pays. Ce changement est un processus naturel après les élections législatives du 10 mai dernier. Notre parti avec ses cadres et ses militants reste fidèle au service des citoyens et à la meilleure application du programme du président de la République.»

AYMEN HARKATI, PRÉSIDENT DU PARTI EL KARAMA :

«Le gouvernement ne doit pas être otage de l'Alliance»

«Au sein de notre parti, on s'attendait à la nomination d'un nouveau gouvernement après les élections législatives et ce, pour que soit donné un nouveau souffle à la classe politique.

La nomination d'un Premier ministre démontre qu'il y a une activité au sein des institutions de l'Etat. Toutefois, nous espérons une composante du gouvernement différente des précédentes, avec une large participation des partis politiques.

Ceci, alors que le gouvernement ne doit pas être otage de l'Alliance présidentielle.»

M. BENALLOU.

PARTI AHD 54 :

«La nomination du Premier ministre est un non-événement»

Pour notre parti, la nomination de Abdelmalek Sellal comme Premier ministre par le Président est un non-événement de plus dans la scène politique.

Ce qui intéresse Ahd 54, c'est de savoir si

le gouvernement est capable d'assurer des élections transparentes et honnêtes. Il faut savoir aussi que Abdelmalek Sellal a été deux fois directeur de campagne du président de la République et cela ne fait donc que renforcer le pouvoir présidentiel.

ABDELHALIM ABDELOUAHAB.

PARTI TAJ :

«La nomination de Sellal est un bon choix»

«Nous n'avons pas été surpris par la nomination de M. Abdelmalek Sellal comme Premier ministre et nous considérons que c'est une bonne nouvelle.

Nous connaissons M. Sellal et nous connaissons ses compétences. Il a fait un bon parcours et il maîtrise son terrain ainsi que la connaissance des problèmes que vit la population et il prend les bonnes décisions. Sa nomination tombe donc à pic.

Il y a aussi une importante attente du peuple qui aspire au changement et à un rajeunissement de la composante du gouvernement.»